Cinquante troisième année. - N ° 80 A Lundi 22, mardi 23 et mercredi 24 avril 2019

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard..... 01-40-58-75-00
Annonces..... 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 1168

44 – LOIRE-ATLANTIQUE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE ST-NAZAIRE

Ventes et cessions

848 129 938 RCS Saint-Nazaire.
NICO COIFF.
Forme : Société à responsabilité limitée (à associé unique).
Nom commercial : NICO COIFF.
Capital : 5000 EUR.
Adresse : 70, avenue Jean Burel, 44460 Saint-Nicolas-de-Redon.
Origine du fonds : Achat au prix stipulé de 160000,00 euros..
Etablissement : Etablissement principal.
Activité : Salon de coiffure mixte - vente de produits parfums et accessoires dérivés à la coiffure.
Enseigne : NICO COIFF.
Adresse : 70, avenue Jean Burel, Centre Commercial Leclerc, 44460 Saint Nicolas de Redon.
Précédent propriétaire : 509 438 032 RCS Vannes. **SUN.**
A dater du : 8 février 2019.
Date d'effet : 25 mars 2019.
Date de commencement d'activité : 25 mars 2019.
Publication légale : PRESSE OCEAN *du* 5 avril 2019.
Oppositions : Chez société Nico Coiff 70 avenue Jean Burel Centre commercial Leclerc 44460 Saint-Nicolas de Redon pour la validité..
Commentaires : Au termes d'un acte SSP à Vannes en date du 22-03-2019 enregistré au SPFE de SAINT NAZAIRE 1 le 28-03-2019 référence 4404P04 2019 A 00619, cession d'un de commerce de coiffure mixte épilation esthétique connu sous l'enseigne et le nom SCOTTO DI CESARE; Adresse siège social ancien propriétaire : Centre commercial Intermarché avenue de Lattre de Tassigny 56800 Ploermel. Délais d'oppositions : dans les 10 jours de la dernière insertion prévue à l'article L 141-12 du code de commerce..